

80 % d'énarques aux commandes des cabinets stratégiques

25 oct. 2017, Acteurs publics, par Pierre Laberrondo

Les énarques ont raflé quasiment toutes les directions de cabinet ministériel les plus stratégiques. Chez les ministres de plein exercice, seuls 4 postes de dircab' sur 16 (en comptabilisant le premier d'entre eux, Matignon) leur échappent.

Les habitudes perdurent. L'accession aux postes de directeurs de cabinet sous l'ère Macron reste l'apanage de la très haute fonction publique, confirmant par là-même, s'il en était besoin, la nature aussi administrative que politique de ces instances souvent critiquées. C'est l'une des caractéristiques relevées par l'étude d'*Acteurs publics* (lire les deux articles ci-contre) qui a analysé les profils des 32 directeurs de cabinet en place au 15 septembre dernier : les 31 nommés pour les 30 ministres – Christophe Castaner disposant de deux directeurs de cabinet, l'un pour les Relations avec le Parlement, l'autre pour le porte-parolat – et celui du président de la République.

Pour rappel, le directeur de cabinet a un rôle de numéro deux dans le ministère et prend toutes les décisions que son patron, le ministre, n'a pas le temps de prendre. Il coordonne aussi les directeurs d'administration centrale et joue un rôle de premier ordre au plan interministériel.

Au sein des cabinets du gouvernement d'Édouard Philippe, seule une poignée de directeurs de cabinet n'est pas issue, à l'origine, d'un corps de la haute fonction publique : c'est le cas de l'un des deux directeurs de cabinet de Christophe Castaner, secrétaire d'État chargé des Relations avec le Parlement et porte-parole du gouvernement, François Charmont (chargé du Parlement). Un ancien attaché parlementaire qui s'est formé à la vie de cabinet sous l'ère Hollande. Un profil donc très politique.

Une moitié d'énarques

L'autre directeur de cabinet (chargé du porte-parolat) de Christophe Castaner, Olivier Gerstlé, est quant à lui, à l'origine, un professeur agrégé de philosophie, formé lui aussi dans les cabinets de l'ère Hollande. Enfin, le bras droit de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Philippe Nicolas, est un ingénieur civil de l'École des mines de Nancy. Un chercheur qui a officié au CNRS, en administration centrale et dernièrement au sein du groupe pétrolier Total.

Pour le reste, la technocratie domine, comme sous François Hollande. Si les énarques n'occupent « que » 20 % des postes au sein des cabinets du gouvernement d'Édouard Philippe, ils se sont en revanche positionnés beaucoup plus fortement sur les postes de directeurs de cabinet. Ainsi, l'énarchie truste la moitié des postes (15) et rafle quasiment toutes les directions les plus stratégiques (12 sur 16). Chez les ministres de plein exercice, seuls 4 postes de dircab' (sur 16 et en comptabilisant le premier d'entre eux, Matignon) lui échappent : le stratégique Travail, l'imposante éducation nationale, l'Enseignement supérieur et les Sports.

L'analyse par corps fait ressortir que 3 membres du Conseil d'État sont positionnés sur le régalien : Matignon, Intérieur – il s'agit aussi d'un ancien préfet de région, comme le veut la tradition – et Justice. Deux magistrats de la Cour des comptes ont aussi été nommés, respectivement à la Transition énergétique et solidaire et la Culture, et 2 inspecteurs des finances (dont un ancien parti dans le privé), sur le Numérique et la Santé et les Solidarités. Trois membres de l'inspection générale de la Place Beauvau (IGA) avaient investi le ministère de l'Agriculture et 2 secrétariats d'État (Personnes handicapées et Égalité entre les femmes et les hommes).

Expérience du privé limitée

On note aussi la présence de 3 ingénieurs des Ponts (dont 2 assez logiquement au sein du « pôle Écologie » et un au secrétariat d'État à Bercy), d'un inspecteur général de l'éducation nationale rue de Grenelle, d'un préfet aux Outre-mer et d'un contrôleur général des armées au secrétariat d'État aux Armées. De leur côté, les administrateurs civils sont au nombre de 4, dont 2 chez les 2 locataires de Bercy (Emmanuel Moulin et Jérôme Fournel) et 2 positionnés autour de questions territoriales : Thierry Bonnier, qui dirige l'équipe de Jacqueline Gourault, et David Philot, pour celle de Jacques Mézard.

Les administrateurs territoriaux, généralement très absents de ce type de mercato, voient l'un des leurs (Marc Chappuis) diriger le cabinet du secrétaire d'État Julien Denormandie, lui-même à l'origine ingénieur du génie rural, des eaux et des forêts. La ministre des Sports, l'ancienne escrimeuse Laura Flessel, a pour sa part recruté une directrice d'hôpital, Chantal de Singly. On relève aussi la présence de 5 hauts fonctionnaires du corps du ministère des Affaires étrangères. Le directeur de cabinet de la ministre du Travail, Antoine Foucher, passé par le Medef et Schneider Electric, est, lui, un ancien administrateur du Sénat. Dans cet exécutif macronien, le rapport au monde de l'entreprise reste limité. Seuls 8 directeurs de cabinet ont eu une expérience en entreprise, dont 2 dans une entreprise publique.

Le ton avait déjà été donné par le Premier ministre, Édouard Philippe – lui-même passé par le privé –, qui a embauché Benoît Ribadeau-Dumas, un ami et condisciple de l'ENA parti depuis quinze ans dans l'industrie et recruté chez Zodiac Aerospace, leader mondial des équipements et systèmes aéronautiques. L'un des deux patrons de Bercy, Bruno Le Maire, a quant à lui recruté un énarque officiant jusqu'alors au sein de la banque d'affaires milanaise Mediobanca : Emmanuel Moulin, également ancien numéro deux du groupe Eurotunnel et ancien directeur adjoint de cabinet de Christine Lagarde à Bercy. À la Santé, Agnès Buzyn a débauché Gilles de Margerie, un ancien inspecteur des finances naviguant depuis plus de vingt-cinq ans dans le privé : longtemps au Crédit agricole puis, ces dernières années, au sein du groupe Humanis, spécialisé dans la protection sociale. À la Culture, Marc Schwartz, issu de la Cour des comptes, ancien dirigeant de France Télévisions, a aussi travaillé dans le privé, au sein des cabinets de conseil Mercuris, puis Mazars, avant de réintégrer la Rue Cambon.

Âge moyen : 49 ans

Sur le plan générationnel, le dircab' type du gouvernement d'Édouard Philippe a en moyenne 49 ans. Seuls 5 ont plus de 60 ans, 8 entre 50 et 60, 14 entre 40 et 50 et 4, moins de 40. Parmi eux, Antoine Foucher, 37 ans, tient la barre du cabinet Pénicaud au Travail. Deux sexagénaires pilotent des cabinets assez lourds : Gilles de Margerie, 62 ans, à la Santé et aux Solidarités, et Michèle Pappalardo, 61 ans, à la Transition énergétique et solidaire.

Les postes de dircab' – soumis au quotidien, encore davantage que les conseillers, à une pression difficilement imaginable de l'extérieur – réclament une disponibilité horaire à toute épreuve, doublée d'une impeccable forme physique. Ceux qui les occupent mettent d'ailleurs généralement plusieurs mois à récupérer après leur passage en cabinet.

Dans un registre plus politique, l'exécutif a recruté 12 directeurs de cabinet ayant déjà officié dans un cabinet ministériel de droite, contre 10 anciens d'un cabinet de gauche. Parmi, ces 10 là, 7 avaient travaillé dans un cabinet de l'ère Hollande (Élysée ou ministères).